

## Alain Peyrefitte, C'était de Gaulle

**Légende:** Dans ses Mémoires, Alain Peyrefitte, ancien ministre de l'Information du général de Gaulle, évoque la préparation de la conférence de presse du 14 janvier 1963 à l'Élysée au cours de laquelle le chef de l'État français annonce sa décision de mettre fin aux négociations diplomatiques sur l'adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes.

**Source:** PEYREFITTE, Alain. C'était de Gaulle. Volume I: La France redevient la France. Paris: Fayard, 1994. 598 p. ISBN 2-213-02832-X.

**Copyright:** "C'était De Gaulle. Tome I: La France redevient la France"

de Alain Peyreffite

(c) Librairie Arthème Fayard, 1994

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/alain\\_peyrefitte\\_c\\_etait\\_de\\_gaulle-fr-44f7d33a-1fde-44d2-b60c-d40976c3a78f.html](http://www.cvce.eu/obj/alain_peyrefitte_c_etait_de_gaulle-fr-44f7d33a-1fde-44d2-b60c-d40976c3a78f.html)

**Date de dernière mise à jour:** 20/10/2012

## Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*

[...]

«Je vais vider l'affaire de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun»

Il m'annonce ensuite qu'il va faire une conférence de presse le 14 janvier. Il m'autorise à l'annoncer.

AP : « Vous allez esquisser un programme pour cinq ans ? Les gens se demandent ce que vous allez bien pouvoir dire, puisque ces cinq ans sont une page blanche après des élections qui ont été gagnées sans programme. Ils sont habitués à avoir des crises ministérielles tous les six mois et ne comprennent plus rien.

CdG. – Mais si, ils comprennent ! Ils comprennent que nous sommes sortis du régime des crises ministérielles.

AP. – Vous savez déjà sur quel thème vous allez parler ?

CdG. – Bien sûr que je le sais ! (Il a dû avoir envie de me lancer : “À sotté question, pas de réponse.”)

« D'abord, je vais *vider* l'affaire de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. *Vider!* Vous voyez ce que je veux dire ? Qu'après ça, on n'en parle plus de longtemps. Je dirai pourquoi l'Angleterre est incapable, jusqu'à nouvel ordre, d'entrer dans le Marché commun. Ce n'est pas parce que nous ne voulons pas d'elle ! C'est parce qu'elle n'est pas encore prête à souscrire aux obligations du traité !

« Macmillan m'a répété la profession de foi qu'il m'avait proclamée à Champs en juin dernier. Il a ajouté qu'il était prêt à signer le plan Fouchet les yeux fermés. Mais je lui ai fait observer qu'en six mois, les négociations sur le Marché commun n'avaient pas avancé d'un pouce. Quant au plan Fouchet, il n'était plus d'actualité, Spaak et Luns l'ayant rejeté et les Italiens refusant de débloquer. Alors, quelque tristesse qu'on puisse en ressentir, il n'y a pas de solution dans les circonstances présentes.

« En réalité, l'Angleterre a les reins cassés. Elle ne sait pas ce qu'elle veut. Elle s'accroche toujours au rêve du Commonwealth. Et, en même temps, elle rêve de faire craquer le Marché commun en y faisant entrer tout son cortège. Mais si nous acceptons ses conditions, ce n'est pas elle qui entrerait dans le Marché commun, c'est le Marché commun qui entrerait dans le Commonwealth.

« Il n'en est pas question ! Nous bâtissons d'abord le Marché commun. Et il n'existera pas, tant que nous n'aurons pas obligé nos partenaires à y faire entrer l'agriculture, où on n'en est encore qu'aux paroles, et l'aide à l'Afrique, dont nous ne devons pas être les seuls à supporter le poids. Quand le Marché commun sera construit de manière irréversible, alors nous verrons.

« Il est évident que l'Angleterre n'est pas prête à en accepter les règles. Ce n'est pas un drame. Ni pour elle, ni pour nous. Mais il faut voir les choses en face, et donc en finir avec cette négociation. Bien sûr, je ferai un coup de chapeau à Churchill, au rôle de l'Angleterre dans la Seconde guerre, à mon ami Macmillan, etc. Mais je refermerai la porte. Ça a assez duré comme ça ! À un moment donné, si on n'a pas le courage de dire *non*, on finit par se laisser engluier. »

Là encore, il faut redresser une idée fausse qui s'est répandue parmi les historiens, notamment britanniques. Selon eux, c'est l'accord de Nassau sur les Polaris du 21 décembre 1962 qui aurait décidé de Gaulle à claquer précipitamment la porte du Marché commun. Les comptes rendus du Conseil (et de notre entretien) du 19 décembre prouvent que la décision du Général était définitivement prise deux jours avant la signature de l'accord de Nassau et une huitaine de jours avant qu'il ait eu le temps de faire l'analyse. Ce qui est exact, c'est que, par la suite, de Gaulle a vu dans cet accord une raison confirmative de ne pas introduire les Anglais dans la Communauté.

[...]